



Constat unanime des spécialistes des toxicomanies : « Ceux qui prônent un débat et souhaitent la fin d'une politique qui a fait ses preuves d'inefficacité sont responsables. Sont irresponsables ceux qui s'attachent désespérément à un dogme désuet ». (Photo Philippe Chan Cheung)

des risques ; la même réduction des risques qui a permis l'accompagnement des patients dépendants aux opiacés en y incluant les traitements de substitution aux opiacés (TSO) et permis de diminuer de façon magistrale le nombre de victimes de l'héroïne, d'enrayer l'épidémie de VIH et de VHC, de limiter la délinquance liée à l'héroïne.

Ces salles permettent d'accueillir les personnes les plus marginalisées, parfois sans demande de soins, et peuvent leur proposer grâce aux professionnels un accès à l'information, à la prévention,

aux soins médicaux, psychologiques et sociaux. Bref, un accès au respect et la dignité.

### « Observons chez nos voisins les résultats positifs »

La position dogmatique des opposants est pour nous navrante, il leur suffirait pourtant d'observer chez nos voisins les résultats positifs de ces pratiques en terme de santé publique.

Ces lieux de réduction des risques doivent bien sûr être adaptés au contexte, en concertation avec les acteurs locaux en addictologie.

À la Réunion, les pratiques d'injection semblent ne concerner qu'une cinquantaine de personnes, et peuvent à mon sens être gérées par les structures existantes telles que les centres de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) et les centres spécialisés de soins pour les toxicomanes (CSST), détenteurs dans leur arsenal thérapeutiques de kit d'injec-

tion à moindre risque à la disposition des personnes injectant des drogues.

Propos recueillis par Kévin BULARD

■ Le Dr Patrice Hémerly et Jean-François Guignard sont respectivement président et directeur de la Kaz'Oté, qui est à l'origine du premier centre méthadone de l'île. Elle gère un centre spécialisé de soins pour les toxicomanes et un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers des drogues.

Le Réseau Oté œuvre notamment dans le domaine de la prévention et la prise en charge des toxicomanies, l'information et la formation sur la politique de réduction des risques en matière de toxicomanies, la réflexion et le témoignage sur l'usage des drogues à La Réunion.

## Repères

### ■ Dépénalisation ou légalisation ?

La dépénalisation consiste à réduire ou supprimer les sanctions pénales liées à l'usage de cannabis, le trafic restant illégal. Dépénaliser, ne veut pas dire supprimer l'interdit. La légalisation signifie reconnaître juridiquement l'usage du cannabis, et donc en autoriser la détention, comme pour le tabac ou l'alcool. C'est une consommation autorisée et encadrée par l'Etat. Mais la légalisation du cannabis est actuellement juridiquement impossible en France, signataire des conventions internationales qui l'engagent à sanctionner la distribution et la production des stupéfiants.

### ■ Que dit la loi ?

En France, l'usage, la culture, la vente ou la simple détention de cannabis sont interdits. La peine pour consommation de cannabis peut aller jusqu'à un an d'emprisonnement et 3 750 euros d'amende.

### ■ Quels sont les risques pour la santé du cannabis ?

On ne peut pas mourir d'une surdose de cannabis, mais plusieurs études ont prouvé ses effets nocifs. En fumer régulièrement à l'adolescence peut provoquer une baisse des aptitudes intellectuelles à l'âge adulte, selon une récente étude américaine. Le cannabis entraîne des « difficultés de concentration » et « chez certaines personnes vulnérables, il peut engendrer ou aggraver un certain nombre de troubles

psychiques comme l'anxiété, la panique et favoriser la dépression », insiste la mission interministérielle de lutte contre les drogues et la toxicomanie (MILDT). A l'inverse, des études ont aussi prouvé que le cannabis pouvait soulager certains malades (sclérose en plaques, cancer, etc.)

### ■ La répression a-t-elle un effet ?

« Il n'y a pas de lien entre le niveau de sévérité de la loi et le niveau d'usage » de cannabis, selon Ivana Obranic, chargé d'étude à l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT). La France, l'un des cinq pays européens (avec la Suède, la Grèce, la Finlande et Chypre) prévoyant des peines de prison pour consommation de cannabis, connaît un usage parmi les plus élevés en Europe, notamment parmi les jeunes (39% des 15-16 ans en 2011, contre 7 à 11% dans les autres pays). La Commission mondiale sur la politique des drogues, composée d'une kyrielle de personnalités dont d'anciens présidents sud-américains, estimait en 2011 que la seule solution était la dépénalisation, la répression ayant « échoué ».

### ■ Combien de pays ont dépénalisé le cannabis ?

Sept pays européens se sont engagés vers la dépénalisation de l'usage et de la détention de petites quantités de cannabis pour usage personnel : Portugal, Espagne, Italie, République Tchèque, Slovaquie, Estonie et Lettonie.

## CANNABIS THERAPEUTIQUE

### « Un peu de courage »

L'ancien ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant appelle ses amis socialistes à « faire preuve d'un peu de courage » sur une légalisation du cannabis thérapeutique qu'il défend en considérant que « la prohibition ne marche pas ».



Daniel Vaillant : « Beaucoup de médecins sont démunis, ils pourraient proposer des dérivés du cannabis, qui évitent l'effet d'addiction ».

Dans une interview à Libération, le député-maire du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris et ancien ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant assure qu'ouvrir ce débat « n'est pas dangereux, mais ne rien faire, ça l'est : on est en échec par rapport au trafic, à l'économie parallèle, à la consommation dangereuse ». Pourquoi légaliser le cannabis à fin thérapeutique ? « Il s'agit de soulager des hommes et des femmes lorsqu'ils souffrent de maladies neurodégénératives, de certains cancers ou du sida ». « Beaucoup de médecins sont démunis, ils pourraient proposer des dérivés

du cannabis, qui évitent l'effet d'addiction ». M. Vaillant, qui a déposé une contribution en ce sens au Congrès de Toulouse, indique qu'il va aussi, en 2013, écrire une proposition de loi. « J'essaierai de convaincre le groupe socialiste de la déposer. Ensuite, dans les trois ans, je veux que le PS et le gouvernement ouvrent le débat plus largement », poursuit l'élus parisien. « La France a la législation d'Europe la plus dure et c'est là où on consomme le plus », assure M. Vaillant. « Je suggère à mes amis de faire preuve d'un peu de courage ».

## Ces malades qui enfreignent la loi pour se soigner

Atteints de cancer ou séropositifs, ils produisent et consomment du cannabis pour soulager leurs douleurs et demandent une plus grande tolérance de la justice, au moment où chercheurs et juristes débattent à Strasbourg du cannabis sur ordonnance.

L'usager de cannabis encourt un an de prison et/ou 3 750 euros d'amende. La production peut être sanctionnée par vingt ans de réclusion et plus de 7 millions d'euros d'amende.

Un seul médicament à base de cannabis faiblement dosé est vendu sous conditions strictes, alors que d'autres pays comme l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas ou certains Etats américains admettent leur prescription.

A 43 ans, Christophe a eu de la chance. Son interpellation, en juillet à son domicile parisien, après dénonciation par une connaissance, s'est terminée par une injonction de soins.

Les policiers ont découvert sa production dans une petite cave aménagée sous son appartement en rez-de-chaussée, à Paris. Ils ont saisi une partie de son matériel et toutes ses plantes, mais « je les ai sentis désolés tout au long de la perquisition », explique-t-il.

Car Christophe, cheveux ras et barbe de trois jours, est atteint du VIH et souffre d'une algie vasculaire, sorte de « migraine puissance mille ».



Photo prise en Californie, où le cannabis est toléré à des fins thérapeutiques. En France, c'est interdit.

Ancien consommateur de cannabis « récréatif », il affirme s'être rendu compte que face à ses traitements lourds, le cannabis permettait « de réduire nausées et vomissements, et de retrouver l'appétit ».

#### « Les policiers étaient désolés »

Pour éviter des produits de piètre qualité au marché noir, il s'est lancé dans la culture, d'abord dans la petite cour attenante à son appartement, sans être inquiété malgré un voisin policier.

« Avec l'autoproduction, on peut maîtriser le produit et ses effets. On connaît les variétés de plantes, on sait celles qu'on peut consommer le matin sans

être raide, celles au contraire qui font dormir », explique-t-il. Il poursuit l'été sa production extérieure, mais c'est dans sa cave que pousse le gros de sa récolte, toute l'année. Quelques dizaines de plants sont exposés sous des lampes allumées en permanence, tandis que ventilateurs et extracteurs renouvellent l'air et contrôlent la température, entre 20 et 25 degrés. Des policiers au procureur, « à aucun moment on ne m'a parlé d'abstinence. J'en ai conclu une espèce de tolérance de fait », explique Christophe, qui n'a « pas eu d'appréhension à recommencer ». Il attend sa prochaine récolte, dans quatre semaines, qui lui permettra de tenir trois mois. Si deux ou trois personnes ont